



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines

La construction identitaire dans la société réunionnaise

Identity Construction in La Réunion Society

Laurent Médéa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2013>

DOI : 10.4000/jda.2013

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 261-281

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Médéa, « La construction identitaire dans la société réunionnaise », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 01 juin 2004, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2013> ; DOI : 10.4000/jda.2013

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

La construction identitaire dans la société réunionnaise

Identity Construction in La Réunion Society

Laurent Médéa

- 1 L'observation des données anthropologiques et sociologiques du monde créole nous montre que la formation des sociétés qui le composent est liée à la colonisation et à l'esclavage (Chali, 2000). Ainsi l'économie de plantation esclavagiste, développée en un phénomène de capitalisme colonial, joua un rôle déterminant dans la mise en contact de civilisations puis dans la formation de l'identité. Aujourd'hui, l'héritage de l'esclavage reste prégnant dans le paysage culturel et dans les mentalités créoles. Située dans le sud-ouest de l'océan Indien, La Réunion s'étend sur une surface de 2 515 km², avec un massif montagneux où culmine à 3 069 m le Piton des Neiges. Cette île est située à 200 km à l'ouest de Maurice, 800 km à l'est de Madagascar, 2 500 km des côtes africaines et 9 500 km de Paris, sa capitale. Jusqu'au début du XVII^e siècle, La Réunion était une île inhabitée. Il n'y a donc pas eu de population indigène avant la colonisation. C'est une dimension qui, au plan de l'analyse, aura toute son importance dans la problématique identitaire. Car cette absence de passé autochtone marque, encore aujourd'hui, la quête identitaire des groupes qui fondent la société réunionnaise. Le peuplement de l'île s'est fait par vagues successives. La société actuelle a donc été créée ex nihilo par les lois coloniales françaises ; aujourd'hui environ 740 000 personnes vivent à La Réunion. Le peuplement provient, d'une part, de descendants d'esclaves et d'engagés venus d'Afrique, des Comores, d'Inde, de Madagascar et d'Asie ; et d'autre part de propriétaires de plantations et d'ancien maîtres d'esclaves puis de fonctionnaires de l'administration française venus d'Europe (voir glossaire). La départementalisation, votée le 16 mars 1946, s'est traduite par un fort développement socio-économique notamment à travers la multiplication d'infrastructures, imposées par le système assimilationniste français. D'un environnement colonial sous-développé, La Réunion a brusquement basculé dans un système sur-développé, par rapport aux autres pays de sa zone géographique, ce qui a rendu les échanges régionaux difficiles, voire unilatéraux. C'est dans ce contexte, et au regard de l'histoire du peuplement, que nous nous demanderons si l'idée d'une

créolisation, définie comme phénomène de formation identitaire locale, est viable dans un contexte de globalisation et d'assimilation. Nous nous focaliserons sur les modes de catégorisation de l'identité réunionnaise en les replaçant dans le contexte économique, politique et social des différences statutaires. Il faut souligner, à ce stade, que le caractère pluriel de la société créole réunionnaise rend particulièrement difficile l'analyse de ces catégorisations.

Construction des catégories de la société réunionnaise

- 2 Au cours de son histoire, en se référant à plusieurs historiens tels que Chane-Kune, Combeau, Eve, Fuma, Gerbeau, l'identité réunionnaise a connu plusieurs situations successives. Avant toute chose, il faut souligner que l'identité réunionnaise s'est formée sous la contrainte, et que l'on peut, par là-même, la rapprocher de la société plurielle tropicale, telle que la décrit Furnivall en 1948. Il montre que l'union des différents éléments raciaux et culturels n'était pas volontaire mais « imposé par le pouvoir colonial et par les circonstances des forces économiques »¹ (Furnivall, 1948 : 306). Selon lui « malgré certaines caractéristiques plurielles, la société tropicale est distincte de la société plurielle, laquelle a été créée par des forces économiques » (*idem* : 307).

Segmentation des groupes

- 3 Revenons sur l'enchaînement chronologique des différentes phases de peuplement de La Réunion. En 1642, Richelieu prend possession de l'île qui s'appellera successivement Mascarin, Bourbon, Bonaparte, England Forest et La Réunion. Au début du peuplement, l'île n'était pas particulièrement facile à coloniser, ni à exploiter. Avec seulement quelques baies et sans port naturel, elle est difficile d'accès, contrairement à l'île Maurice. Si on ajoute l'activité du volcan, les montagnes, ravines et crevasses, on comprend facilement que la configuration de l'île explique un peuplement plus tardif mais aussi un développement économique plus lent que son île sœur. En 1663, une dizaine de Malgaches, hommes et femmes, les premiers marrons, accompagnent deux Français et déclenchent la période d'émigration et d'esclavage. La Réunion se peuple peu à peu et, parallèlement, au niveau international s'annoncent les prémices d'une période que Jorge Larain (1989 : 3) nomme l'« ère du capitalisme compétitif » qui se situe entre 1700 et 1860. Au début de cette période de mercantilisme, Africains, Malgaches, Européens et quelques Indiens se côtoient et inventent une langue, le créole. S'installe alors une tolérance et une solidarité entre les différentes ethnies esclaves, qui leur permettent de s'affirmer face aux maîtres Blancs. Il faut souligner l'apparition du mot créole qui s'appliquera aux esclaves afro-malgaches nés dans les colonies îliennes, qui sont considérés par les maîtres comme bien supérieurs à ceux nés en Afrique et Madagascar, car les premiers sont « occidentalisés et christianisés ». Avec cette différenciation, les *kaf* commenceront à perdre leur identité originelle et leur culture. Au bout de deux générations après le début du peuplement, les différents groupes ethniques cohabitent toujours sans établir d'échanges culturels profonds. Quelques couples métis se forment entre esclaves malgaches et africains et quelques Indiens. On observe rarement l'existence des couples entre noir et blanc à cause de la prohibition sexuelle inscrite dans le Code Noir, même s'il existe des liaisons illégitimes.

- 4 On assiste à cette époque à une reproduction de l'identité et de la culture d'origine des différentes ethnies présentes. Avec ce début de pluralité culturelle, c'est le début du multiculturalisme réunionnais. Smith (1965 : 14) explique que par pluralité culturelle, on entend « une situation dans laquelle deux ou plusieurs traditions culturelles différentes caractérisent la population d'une société donnée ». En 1764, suite à la première crise économique mondiale, la Compagnie de l'Inde perdit la jouissance de l'île qui fut rachetée par la France et son royaume. A La Réunion, cette crise toucha particulièrement le secteur du café, puis celui du sucre au début du XIX^e siècle et eut donc pour conséquence la paupérisation de la majorité des blancs, qui sont devenus les *ptit blanc* des hauts de l'île (voir glossaire). Le changement de statut économique et juridique de l'île entraîne la démocratisation du métissage entre *ptit blanc* et noirs (les *kaf*). De ces métissages naît ce qu'Homi Bhabha a nommé le « third space » (espace intermédiaire), qui s'ajoute aux deux espaces en présence, celui des esclaves et celui des maîtres.
- 5 La question de la coexistence des groupes va retenir notre attention. Vers 1820-1840, La Réunion était comme les États-Unis, le Canada, l'Afrique du Sud et les grandes capitales d'Europe d'aujourd'hui. Elle va devenir une société multiculturelle. Furnivall souligne cette différence : « *en dehors des tropiques, une société peut avoir des caractéristiques plurielles... mais pas de pluralité culturelle...* » (1948 : 305). Mais le multiculturalisme pluriethnique repose ici originairement sur la notion d'ethnicité. Il y a un sentiment d'appartenance ethnique qui résulte de la valorisation par une minorité de ses particularités de couleur, de religion, de langue... Furnivall, en prenant l'exemple de Burma, remarque que les gens se
- « *mélangent mais ne se combinent pas. Chaque groupe est porté par sa propre religion, sa propre culture et langue, ses propres idées et manières... En tant qu'individu, ils se rencontrent, mais seulement sur la place du marché en achetant et vendant... avec des sections différentes de la communauté vivant côte à côte, mais séparément au sein d'une même unité politique* » (idem : 304).
- 6 A La Réunion, il y a une segmentation du groupe pour des raisons accidentelles et historiques, les individus ne se parlent pas, ils sont séparés. A La Réunion à cette période, il y a « *une société avec des caractéristiques plurielles mais pas de société plurielle* » (idem : 306). C'est une société multiculturelle créole. La société créole de la période esclavagiste, selon Braithwaite (1971), ne se « *concevait pas elle-même comme plurielle mais plutôt comme faite de deux cultures, supérieure (maîtres) et inférieure (esclaves) séparées* ». Braithwaite illustre bien, à propos de la société jamaïcaine, que le concept de société plurielle semble être « *un concept colonial plutôt qu'une contribution créole* » (idem : 311).

Intégration dans un ensemble national

- 7 Les puissances industrielles, enrichies par le progrès technique, repartent à la conquête des territoires inexploités avec des moyens militaires apportés par la révolution industrielle européenne. Les mutations économiques et sociales, nées à ce moment-là, avec la pression des sociétés anglo-saxonnes, abolitionnistes depuis une quinzaine d'années, et des humanistes français, conduiront tout droit vers l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises en 1848. A cette date, la France est toujours aux commandes à La Réunion avec l'envoi de Sarda Garriga, nouveau gouverneur au nom du roi, qui annonça la « bonne nouvelle » libératrice. Larain (1989 : 3) nomme la période qui se situe entre 1860 et 1945, « l'ère de l'impérialisme »², période qui coïncide avec le début du colonialisme mondial. C'est justement à cette époque, vers 1850-1860, avec l'engagisme,

qu'arrivent massivement les premiers Indiens du sud, suivis des Chinois et des premiers Indiens musulmans issus de Bombay et du Gujurat. Il semble que c'est au lendemain de l'abolition que l'ensemble des habitants de l'île d'origine afro-malgache, indienne et européenne, perdent leur identité originelle et leur culture, pour devenir des Réunionnais. Christian Jalma, dit Pink Floyd, montre que l'abolition est l'une des dernières fautes commises par l'État esclavagiste en terme identitaire puisqu'elle a « volé à l'esclave son identité africaine »³. D'autre part, selon lui, l'abolition a en même temps refusé à l'esclave afro-malgache toute intégration dans la société réunionnaise. De plus, la religion a joué un grand rôle dans la formation de l'identité. Sonia Chane-Kune pense que la religion était un « facteur d'unification d'ethnies différentes et un pilier de l'ordre social dans la société esclavagiste » (1993 : 15), car le catholicisme a été introduit très tôt dans l'île et a été adopté et imposé par la grande masse de la population. D'autre part, la lutte du clergé contre le système esclavagiste a permis de rassembler toutes les ethnies renforçant ainsi l'abnégation de l'identité d'origine. Au nom de la lutte contre l'esclavagisme, la majorité des ethnies présentes se sont vues imposées la religion catholique dominante. L'appartenance à une religion commune marque le premier pas d'échanges culturels approfondis autour d'une valeur fédératrice. Ainsi nous verrons apparaître ce que Smith nomme « sociétés plurielles modernes » qui sont des sociétés « multiraciales dans lesquelles ses groupes raciaux tendent aussi à se différencier au plan culturel » (1965 : 88). Smith aborde un aspect important de la question :

Pour savoir si cette hétérogénéité est bien présente, il faut faire une étude détaillée des institutions qui régissent la population, pour définir quelles en sont les formes, la diversité et l'organisation. Dans une société homogène, des institutions telles que le mariage, la famille, la religion, la propriété, etc. sont communes à toute la population. Là où il y a une pluralité culturelle, différentes parties de la population pratiquent différentes formes de ces institutions communes. Or, chaque institution structure les activités, les relations sociales et les systèmes idéologiques de chaque partie de la population. Ainsi, chacune de ces parties de la population fonctionne avec une organisation sociale, des pratiques institutionnelles et un système de valeurs différentes. Là où ces conditions de la pluralité culturelle sont réunies, les sociétés sont des sociétés plurielles (idem : 14).

- 8 Et Furnivall remarque et souligne l'importance que les sociétés plurielles s'observent uniquement dans les tropiques. Cette nouvelle société réunionnaise issue de l'esclavage est un exemple classique de la société plurielle définie par Furnivall. Débute alors la formation de l'identité culturelle, à distinguer de la construction de cette même identité (nous verrons dans la deuxième partie la distinction entre formation et construction), puisqu'elle se fait par le bas, par la masse populaire, de manière inconsciente. On peut souligner que la naissance, au sens sociologique, du peuple créole réunionnais et de l'identité culturelle réunionnaise datent de cette époque (entre 1900-1940) qui marque le début des interactions culturelles et culturelles entre les groupes. Les actions culturelles où les processus sociaux ont été définis à travers le contexte du processus de créolisation. « Quand il y a homogénéité, les sociétés sont des unités homogènes » (Smith, 1965 : 14) surtout si l'on considère qu'il y apparaît une « combinaison d'une unité sociale et d'une pluralité culturelle » (Touraine, 1985 : 295) qui peuvent aussi être retrouvées dans cette homogénéité réunionnaise. C'est depuis cette période, à la veille de la seconde guerre mondiale, que le peuple réunionnais connaît ce transculturalisme ou la créolisation sociale.

Créolisation sociale

- 9 La période de 1945 à nos jours, qui voit La Réunion s'ancrer dans le phénomène de transculturalisme correspond à celle que Larain (1989 : 3) a nommé le « capitalisme tardif » (late capitalism). Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Réunionnais voient leur île se transformer en département français, le 16 mars 1946. Ce statut de citoyen français de plein droit était désirable parce qu'il impliquait la fin du monopole de la plantocratie locale sur la vie économique et politique. Le statut de département français, proposé par des progressistes antillais et des communistes réunionnais, demandait l'égalité sociale. Par la suite, les départementalistes, de droite, ont demandé l'assimilation à la France qui sera avec l'intervention de Michel Debré plus vite accordée. Depuis l'arrivée des premiers fonctionnaires métropolitains en 1946, s'est développée une société parallèle dotée de nouvelles infrastructures commerciales de biens et de services. Le modèle socioculturel ainsi diffusé a entraîné à long terme une remise en question de la vie culturelle locale. L'attrait indéniable que ce modèle exerce sur les jeunes, renforcé par les images médiatiques, suscite une volonté d'imitation d'un modèle, parfois inaccessible pour des raisons économiques ou psychologiques inscrites dans l'inconscient collectif. Les zorey et les médias, à partir de la fin des années soixante, jouent ici le rôle d'agents inconscients d'une forme d'acculturation de la société créole réunionnaise par la société occidentale et industrielle (Gilbert, 1996 : 101). La départementalisation est, à l'origine, censée apporter une transformation interne radicale mais sera limitée par les structures de la société capitaliste. A l'intérieur de ces structures, la relation centre-périphérie assure que « *La Réunion reste encore plus dépendante qu'elle était à l'époque coloniale* » (Houbert, 1980 : 20), ce qui, d'après Larain, est une explication particulière du sous-développement (Larain, 1989 : 80). Les valeurs françaises s'intègrent donc logiquement dans le processus de la créolisation réunionnaise. A La Réunion, cette créolisation est un processus de métissage conduisant à une identité nouvelle, situation qui entre parfaitement dans la définition du transculturalisme. Pour Jean-Loup Amselle (2001 : 201) ce terme décrit ces contacts de cultures comme une circulation de pratiques, qui créent une constante imbrication de formes symboliques et d'activités empiriques à travers différentes cultures en interaction et métissées. Dans la période de transculturalisme, l'école laïque, qui au moment de la départementalisation devient accessible à tous, permet le rassemblement de différentes ethnies et cultures autour d'une valeur fédératrice qui est la valeur républicaine et jacobine. A cette période, La Réunion est plus qu'une société plurielle parce qu'il y a en plus un pluralisme culturel et culturel amalgamé. Smith souligne que le « *pluralisme culturel n'est pas limité aux sociétés plurielles, bien que dans ce cas, il en constitue la base* » (1965 : 87). Nous pouvons souligner ici que « *la société plurielle survient où les forces économiques sont écartées du contrôle par la volonté sociale. Ce phénomène est généralisé dans les tropiques modernes parce que de tout temps l'ordre social semble avoir eu des caractéristiques plurielles* » (Furnivall, 1948 : 306). Furnivall nous explique donc que dans une société plurielle il existe une grande variété de formes mais dans cette forme ou autre c'est le caractère distinct de l'économie tropicale moderne. Smith ajoute que « *les forces économiques modernes peuvent donc expliquer les pluralités coloniales* » (1965 : 88) et les métissages à La Réunion. Ce qui nous laisse penser que nous sommes toujours, à cette période-là, dans la modernité et non dans la postmodernité, tout le contraire. On ne peut sous-estimer l'analyse de Laplantine, qui pense comme Touraine, qui affirme que nous ne sommes pas allés au bout de la modernité et suggère également

que ce métissage, c'est « *ce moment improbable qui ne relève pas du savoir mais d'une connaissance vibratoire* » (Laplantine, 1999 : 39). Par connaissance vibratoire, Laplantine désigne « une connaissance de la pénombre », une connaissance latente, inconsciente : le métissage ce sont ces « mouvements très rares qui surgissent avant que ne reprenne le ciment identitaire ».

Mouvements de recherche identitaire

- 10 En 1979-1981, les Réunionnais deviennent Européens, la gauche prend le pouvoir en France. La reconnaissance officielle de l'abolition de l'esclavage par François Mitterrand en célébrant le 20 décembre jour chômé amène aussi des revendications pour la reconnaissance du droit à la différence de certaines composantes ethniques de La Réunion qui essaient ainsi de se faire entendre par le biais d'associations culturelles et culturelles, depuis le début des années 1980 notamment grâce à l'éducation et les moyens de communication. Ces populations essaient de reconstituer une identité perdue au moment de l'assimilation dans la constitution de la société réunionnaise tout en essayant de partager cette histoire commune avec les autres groupes. L'identité perdue que ces groupes recherchent relève plus de l'imaginaire et de la nostalgie car, faute de lien, entre les groupes et leur pays d'origine, elle ne correspond plus à une réalité tangible mais plutôt à un fantasme collectif ce que Marimoutou qualifie « d'identité parcellaire »⁴. Aujourd'hui nous récusons la thèse primordialiste (qui pourrait être débattue avec les thèses instrumentalistes), et l'idée d'une identité *malbar* ou *zarab* ou *kaf* ou autres fabriquées à un moment donné. Depuis 5-10 ans, elles sont en train de se refabriquer avec par exemple le Renouveau tamoul, les communautés *kaf*, *zarab*, *chinois*, etc. Pourtant cette évolution n'explique pas pourquoi les gens continuent à se référer et à se reconnaître dans ces identités. D'où l'intérêt de recourir à l'idée de « réappropriation culturelle ». C'est la *glocality* et le réveil identitaire dont parle Arjun Appadurai. Les classes supérieures de l'île et certaines classes moyennes de ces groupes ethniques se sont soustraites au processus de créolisation à travers la pression communautaire, de classe et religieuse, pour le choix du conjoint, par exemple. Dans ces groupes ethniques, on retrouve tous les *gros blanc* et la majorité des *zarab* et des *chinois* qui ne se métissent pas, on peut supposer que c'est parce que la richesse économique est dans la main de ces trois groupes ethniques, ainsi que quelques *malbar* car la richesse constitue des groupes endogames⁵. Le cas du *zorey* est particulier, puisque l'on peut retrouver toutes les strates de la population dans cette catégorie. C'est un phénomène qui est de l'ordre de l'aliénation postcoloniale.
- 11 Par contre, actuellement, la créolisation est toujours en action dans la majorité de la classe moyenne mais surtout dans toute la classe sociale inférieure, populaire et le lumpen-prolétariat pour reprendre le terme de Gramsci et de Fanon, réunis principalement dans les logements sociaux et dans les hauts de l'île. On retrouve dans cette classe inférieure et moyenne certaines ethnies à La Réunion mais surtout une très grosse partie des *kaf*, une majorité des *malbar*, des *ptit blanc* ou *yab* et les métis. On peut souligner que cette créolisation différenciée par rapport aux classes sociales s'illustre également à travers la pratique de la langue créole et ses implications. Ce phénomène va dans le sens de Robin Cohen lorsqu'il énonce que « *l'identité sociale se résume à l'identité de classe* » (1997 : 129). Dans l'exemple réunionnais, on voit que la créolisation et le métissage se font avant tout par le « bas », dans la masse populaire.

Mouvements de contre-culture

- 12 Le cas de La Réunion semble contredire l'idée selon laquelle le monde tend à évoluer vers la situation que connaissent actuellement les Antilles, c'est-à-dire selon Édouard Glissant vers une « créolisation du monde », d'ici une quinzaine d'années. Il semble au contraire que La Réunion se dirige vers le modèle occidental européen voire américain avec une importance prépondérante de la contre-culture *black* américaine. Les jeunes Réunionnais réagissent à cette mondialisation culturelle en adoptant une culture *black* américaine : vêtements, chants de rap, sports, ghettos, violence, obésité. Les jeunes se tournent vers les valeurs des banlieues françaises mais aussi américaines. Certains comportements et mentalités restent cependant paradoxaux : le type négroïde est toujours rejeté à La Réunion pour des raisons liées à l'éducation coloniale et postcoloniale. Ces Réunionnais de type négroïde rejettent l'Afrique et ses habitants par un complexe de supériorité expliqué par le terme psychologique de mécanisme d'identification à l'agresseur. Il s'agit également en quelque sorte d'une « suite logique » des conséquences des différences entre les esclaves nés dans les îles et ceux qui sont nés en Afrique, expliqué plus haut, alliées à la prégnance des représentations négatives concernant le continent noir. Il y a là une discordance entre deux types de discours qui traduit un grave conflit dans le système de valeurs de ces Réunionnais. Ces derniers se réfèrent aux *blacks* américains, à l'homme noir américain, à la lutte contre l'homme blanc. Ils s'affirment plus proches d'un Malcom X et d'un Luther King que de Mandela ou de Lumumba, parce qu'ils ont grandi dans une mentalité de négation de l'Africain et de toutes les valeurs qu'il représente. Glissant semble sous-estimer aux Antilles le développement des valeurs et des normes de consommation américaines, conséquence de la situation de dépendance économique de ce pays⁶ à l'égard des États-Unis à la périphérie desquels ils se trouvent. On observe le même phénomène à La Réunion. La mondialisation n'ayant pas commencé en 1989 mais bien avant, dès l'époque de la formation des empires et de l'abolition de l'esclavage, « proto-mondialisation », la période actuelle qui se caractérise par la diversité des échanges et le progrès des moyens de communications⁷, n'oriente pas les analyses des changements de la société réunionnaise comme étant le produit d'une reproduction à l'identique des rapports transculturels observés. Rappelons en effet que les divers groupes en présence à La Réunion n'ont pas eu les moyens de rester en contact avec leur pays d'origine pendant toute la période de formation de l'identité réunionnaise (de 1663 à 1975 il n'y avait pas vraiment de contacts permanents concernant la religion, les valeurs ou la tradition). D'autant plus que depuis l'esclavage et de manière renforcée au moment de la départementalisation, l'imposition du modèle occidental au plan économique, culturel et social a été radicale et officielle. Ce qui n'est pas du tout le cas dans les sociétés européennes ou occidentales, qui n'ont pas connu de système économique basé sur l'exploitation esclavagiste. Le monde ne sera jamais comme La Réunion de 1900 à 1998⁸. La mondialisation a été mise en place pour abolir l'esclavage en Angleterre et aux États-Unis dans un premier temps et en France, dans un second temps, parce qu'on avait besoin des produits du commerce local, on avait besoin de consommateurs pour élargir les marchés, ce sont donc des raisons purement économiques (Chazan-Gillig, 2001 : 143-144). La mondialisation d'aujourd'hui se caractérise également par la prépondérance du modèle économique libéral américain. Or, il semble que les influences culturelles, américaine et européenne, évoquées plus haut, contribuent au retour du modèle de société multiculturelle que La Réunion a expérimenté il y a 300 ans. Une nouvelle forme

de multiculturalisme à l'américaine, un multiculturalisme libéral est en train de naître qui s'observe à travers les référents et revendications identitaires exprimés. L'évolution de l'identité et la culture ne seraient-elles alors pas cycliques ? Cette évolution est à relier avec le contexte économique et politique actuel de mondialisation qui reproduit la situation de domination économique proche de celle qui fut en vigueur à l'époque de la colonisation. On remarque que les grandes familles jadis à la tête des exploitations esclavagistes se retrouvent, pour la plupart, à la tête des principales sociétés privées de La Réunion. Notons cependant que certains groupes ethniques, autres que les *gros blanc* et appartenant aux classes aisées ont réussi à accéder au pouvoir économique et politique. Ce sont ceux-là mêmes qui, d'une part, affirment de plus en plus leur identité religieuse et culturelle d'origine et qui, d'autre part, refusent de s'impliquer dans le processus de créolisation à l'œuvre aujourd'hui. Le capitalisme véhiculé par la mondialisation qui tend vers l'ultra-libéralisme, fait changer les comportements qui sont marqués par des stratégies identitaires qui valorisent et suivent de près la structure de classe héritée de la colonisation. Le critère de classe détermine les intérêts d'une petite partie de la bourgeoisie dirigeante qui met ainsi en place différentes politiques qui génèrent le sous-développement. Larain souligne que « l'articulation des modes de production et le problème de la dépendance résultent du processus de formation des classes sociales » (Larain, 1989 : 124).

Formation et construction de l'identité

- 13 La distinction entre la construction et la formation de l'identité paraît intéressante au point de vue de la sociologie historique de l'État. Jean-François Bayart a introduit en France l'idée de cette distinction entre la construction et la formation de l'État en faisant le compte rendu du livre de Bruce Berman et John Lonsdale. La distinction est assez simple : d'une part, ce qui relève de la *state building* (construction de l'État) est une « *création consciente, délibérée pour créer un appareil de contrôle politique* » (Bayart, 1996 : 137 ; Berman & Lonsdale, 1992). Ce sont les politiques publiques de l'État, mises en place par les acteurs publics, les classes politiques ou encore les administrateurs. Comme, par exemple, la départementalisation instituée depuis le 19 mars 1946 à La Réunion. La construction de l'identité apparaît également à travers l'imposition du modèle fiscal français (taxes françaises), du modèle d'organisation des institutions (système de santé), ou encore du paysage urbain (infrastructures comme les routes, les stades, les bâtiments, etc.). Au-delà de cette construction qui relève du statut particulier de La Réunion à l'égard de la France, une autre dimension symbolique cette fois contribue à façonner cette identité à la française. L'omniprésence du drapeau français et de la Marseillaise dans tous les événements sportifs (avec par exemple l'équipe de France de football ou handball) et le 14 juillet à La Réunion contribuent à inculquer inconsciemment un sentiment d'appartenance à la nation française. Bien plus, cette identification à la nation est relayée par des comportements, des pratiques, des discours des *zorey* qui vivent à La Réunion et qui participent aux projets métropolitains développés à La Réunion depuis la départementalisation. D'après l'hypothèse de départ de Bayart, Berman et Lonsdale, le projet de l'État serait d'arriver à une identité métropolitaine équivalente à ce qu'est et représente l'identité française. La situation de La Réunion aujourd'hui montre que ce travail de construction d'une identité française par l'État a bien fonctionné. Tout ceci est différent d'autres sociétés où la construction de l'État donne une faible identité nationale.

On peut prendre l'exemple de quelques peuples autour de la zone de l'océan Indien, qui se sont vus imposer une identité, à travers tout d'abord le traité de Berlin puis la colonisation et, ensuite, depuis les indépendances et qui n'ont pas un sentiment identitaire national fort. Bayart montre qu'un État est non seulement construit par les politiques publiques, mais qu'il faut également comprendre sa formation, en y intégrant l'action souvent inconsciente d'acteurs anonymes.

- 14 La *state formation* (formation de l'État) est par contre « un processus historique conflictuel, involontaire, contradictoire, de négociations, qui conduit dans le désordre des affrontements à des compromis par la masse des anonymes entre différents groupes » (*ibidem*). Comme par exemple le transculturalisme ou encore et surtout le métissage ! Donc, la formation de l'État relève de l'ensemble des pratiques sociales qui interfèrent avec les politiques publiques, d'où une espèce de tension, de télescopage, de contradictions ou parfois, au contraire, de synergies avec les politiques publiques. La construction de l'État a été relayée à La Réunion par les *gros blanc* pendant la colonisation jusqu'aux années cinquante, et ensuite par les *zorey* depuis la départementalisation, qui font face à la formation de l'État qui s'exprime par l'action des anonymes, c'est-à-dire les esclaves, les engagés et maintenant par les masses populaires. Il existe donc des processus beaucoup plus souterrains, confus, de la formation de ces identités, au sein desquels on retrouve la créolisation sociale. Ces concepts de construction et de formation de l'État, du pouvoir, ouvrent la porte à une analyse de la colonisation comme système d'action historique. Dans tous ces cas, la « cristallisation des identités particulières », telles que nous les connaissons aujourd'hui, s'est effectuée au moment de l'esclavage et la colonisation par l'action éventuellement conflictuelle des occupants étrangers. Il y a plusieurs modes et styles de vies qui s'érigent en matrices de la formation de l'État telle que l'invention pure et simple d'une tradition réunionnaise (Hobsbawm, Ranger, 1993). Les identités, sont des constructions culturelles, politiques ou idéologiques mais aussi des constructions historiques qui s'illustrent par des « stratégies identitaires ». Les identités sur lesquelles s'appuient les stratégies identitaires réunionnaises sont nées à la période coloniale. Bayart pense « qu'il faut donc, dans un contexte postcolonial, raisonner en terme de formation des identités et non pas en termes de constructions identitaires » (Bayart, 1996 : 95). Le versant politique des constructions des identités, c'est par exemple toutes les politiques publiques nationalistes ; à La Réunion, c'est la politique publique des lois coloniales suivies des valeurs liées à la République française qui véhiculent une forme de francitude depuis la départementalisation. Les pratiques de formation des identités, à La Réunion se traduisent par la façon dont les gens s'approprient les politiques publiques, les récusent éventuellement ou se tournent vers d'autres références identitaires. Ces dernières n'ont strictement rien à voir avec l'existence d'un État jacobin, elles relèvent de la politique d'assimilation (ou d'imposition) qui s'est développée depuis la départementalisation.
- 15 A La Réunion, les gens du « haut » et ceux du « bas » se reconnaissent et se définissent exclusivement par rapport à ces espaces de domination ou de participation. La Réunion peut être un cas d'école et un laboratoire, dans la mesure où beaucoup de comportements sociaux (la consommation d'alcool, de rhum, de marijuana voire la violence) ont des causes identitaires. Ce qui confirme que l'identité d'origine est fictive, imaginaire et l'identité officielle est construite certes, mais toujours fictive puisque l'on vit à 10 000 km de la France. Certains Réunionnais, toutes ethnies confondues, semblent chercher à s'enraciner mythiquement dans un ailleurs, comme l'illustre l'engouement pour le rastafarisme et rejettent l'identité officielle. Le rastafarisme, c'est la quête de la terre

promise, la terre de liberté, le retour à l'Afrique, le rêve de la patrie retrouvée, l'espoir de retrouver ses racines. C'est surtout l'homme noir qui « reprend contact avec la terre de ses ancêtres » (Desrosiers, 1996 : 34). Mais il faut souligner, quand bien même ce phénomène est difficile à expliquer, que les *kaf*, les *yab*, les *malbar*, les métis et les *zorey* de La Réunion peuvent se retrouver et être attirés par les valeurs de ce mouvement. Après la tentative de réhabilitation des origines africaines dans les réalités réunionnaises qu'a opérée la négritude, s'ouvre maintenant l'affirmation d'un revivalisme réunionnais qui prend appui sur des formes culturelles locales. La volonté de revaloriser la langue créole et un certain retour à la musique « d'origine africaine » tiennent encore une place centrale dans ce mouvement de conscientisation. Ce mouvement de retour aux sources se manifeste aujourd'hui de plus en plus nettement, même s'il est modeste, au point que certains le qualifient de mouvement local qui n'a guère de chance de s'étendre (Desroches, 2000 : 146).

BIBLIOGRAPHIE

- AMSELLE J.-L., 2001. *Branchements*. Paris, Flammarion.
- BAGGIONI D., MARIMOUTOU J.-C. (dir), 1988. *Cuisines et Identités*. St-Denis, université de La Réunion.
- BAYART J.-F., 1993. « Hors de la "vallée malheureuse" de l'africanisme », *Revue française de science politique*.
- BAYART J.-F., 1996. *L'illusion Identitaire*. Paris, Fayard (coll. L'Espace du Politique).
- BERMAN B., LONSDALE J., 1992. *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*. Vol. 1 : *Sate and Class*, vol. 2 : *Violence and Ethnicity*. Londres, Nairobi, Athens, James Currey, Heinemann Kenya, Ohio University (coll. Eastern African Studies).
- BRAITHWAITE E., 1971. *The Development of Creole Society in Jamaica 1770-1820*. Oxford. Clarendon Press.
- CHALI J.-G., 2000. « Le Conte Créole : langue, langage et signes (éléments pour une ethnogénèse) » in BERNABÉ J., BONNIOL J.-L., CONFIANT R. & L'ÉTANG G. (dirs), *Au Visiteur Lumineux. Des Iles Créoles aux Sociétés Plurielles. Mélanges offerts à Jean Benoist*. Petit-Bourg (Guadeloupe), Ibis Rouge Éditions, Presses Université Créole.
- CHANE-KUNE S., 1993. *Aux Origines de l'Identité Réunionnaise*. Paris, L'Harmattan.
- CHAZAN-GILLIG S., 2001. « Les fondements du pluri-culturalisme mauricien », *Journal des anthropologues*, 87 : 139-167.
- COHEN R., 1997. *Global Diasporas. An Introduction*. London, UCL Press.
- DESROCHES M., 2000. « Musique et identité culturelle des Tamouls de La Réunion » in BERNABÉ J., BONNIOL J.-L., CONFIANT R. & L'ÉTANG G. (dirs), *Au Visiteur Lumineux. Des Iles Créoles aux Sociétés Plurielles. Mélanges offerts à Jean Benoist*. Petit-Bourg (Guadeloupe), Ibis Rouge Éditions. Presses Université Créole.

- DESROSIERS B., 1996. « Le Discours sur la musique, le discours sur l'identité à La Réunion » in CHÉRUBINI B. (dir), *Regards sur le Champ Musical*. St-André, Faculté des lettres et des sciences humaines, université de La Réunion.
- FURNIVALL J.S., 1948. *Colonial Policy and Practice. A Comparative Study of Burma and Netherlands India*. Cambridge, Cambridge University Press.
- GILBERT P., 1996. « Les Jeunes Réunionnais et la Culture Rap » in CHÉRUBINI B. (dir), *Regards sur le Champ Musical*. St-André, Faculté des lettres et des sciences humaines, université de La Réunion.
- HOBBSAWM E., RANGER T., 1993. *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press.
- LAPLANTINE F., 1999. « Le métissage, moment improbable d'une connaissance vibratoire », *IX-Alta*, 2/3 (nov.), Multiculturalisme : 35-48.
- LARAIN J., 1989. *Theories of Development. Capitalism, Colonialism and Dependency*. London, Polity Press.
- SMITH M.G., 1965. *The Plural Society in the British West Indies*. Los Angeles, University of California Press.
- TOURAIN A., 1996. « Les conditions de la communication interculturelle. Faux et vrais problèmes » in WIEVIORKA M. (dir), *Une Société Fragmentée ? : Le Multiculturalisme en Débat*. Paris, Découverte.

ANNEXES

Glossaire

Les termes suivants sont les dénominations attribuées aux groupes ethniques à La Réunion. Utilisés tous les jours dans le langage courant, ils ne sont pas péjoratifs.

Chinois : bouddhistes pour la majorité mais également catholiques. Ils sont les descendants des premiers engagés chinois arrivés dans l'île, principalement de Macao et Canton, à la fin du XIX^e et début du XX^e siècle. Certains d'entre eux étaient déjà présents dès 1840 dans l'île.

Créole ou Métis : La majorité sont catholiques et peuvent avoir deux ou trois religions. Ils sont principalement métissés entre les *kaf*, les *malbar*, les *yab* et certains *chinois* et depuis quelques dizaines d'années avec des *zorey*. Le créole ou métis n'est pas un groupe ethnique mais un groupe social sans composante ethnique aux frontières fluctuantes. De plus, les métis ne sont pas forcément issus d'un métissage biologique, ils peuvent l'être dans leur esprit et cette dénomination peut désigner des cas qui relèvent du métissage mais à partir de critères autres que physiques.

Gros Blanc : tous catholiques, ils sont également les descendants des premiers colons français arrivés à La Réunion il y a plus de trois siècles en même temps que les *yab* et les *kaf*. Ancien maîtres d'esclaves (10 à 400) ils sont toujours les gros propriétaires terriens de l'île. Ils sont également propriétaires des supermarchés, des maisons de crédits, concessionnaires, actionnaires des banques et des grosses entreprises de La Réunion.

Kaf : tous de religions catholiques et croyants animistes pour certains d'entre eux. Les *kaf* sont de phénotypes afro-malgaches ou négroïdes, résultat des premiers métissages dans l'île. Les *kaf* sont les descendants d'esclaves africains et malgaches qui sont arrivés à La Réunion à la fin du XVII^e siècle. Le terme *kaf* est originaire de l'arabe, *kaffir*, qui signifie infidèle. Celui qui n'est pas musulman.

Komor : musulmans noirs immigrants des îles des Comores et de Mayotte. Arrivés dans l'île depuis les années 1970. Les *komor* émigrent encore actuellement vers l'île de La Réunion.

Malbar : la majorité de religion hindoue mais aussi catholique pour beaucoup. Les *malbar* sont originaires du sud de l'Inde. L'origine à ce groupe ethnique vient du fait que les quelques premiers arrivants indiens venaient de la côte sud-ouest, de la région de Malabar. La première vague est arrivée dans les années 1830. Ce n'est que dans les années 1860-1870 que l'émigration devient massive avec l'engagisme après l'abolition de l'esclavage. Ce groupe a commencé à se séparer en deux, il y a à peu près 25 ans. Ceux qui se désignent toujours par le terme *malbar* veulent rester attachés à leur religion « créolisée », héritée des premiers engagés indiens. Ceux qui se désignent par le terme *tamoul* veulent revenir à leur valeurs religieuses d'origine et abandonnent leur double religion (catholique) en faveur de l'hindouisme.

Malgache : animistes pour certains, les *malgaches* sont les immigrants de Madagascar.

Yab ou Ptit Blanc : tous catholiques, les *yab* sont les descendants des premiers colons français blancs qui sont arrivés à La Réunion en même temps que les premiers *kaf*. Certains sont arrivés au cours de la première moitié du XVIII^e siècle. Ancien petits propriétaires terriens et anciens maîtres d'esclaves (1 à 10), après la crise mondiale qui a touché le café et ensuite le sucre à la fin du XVIII^e et début du XIX^e siècle, les *yab* sont montés dans les hauts de l'île et vivent dans les mêmes conditions que les marrons afro-malgaches.

Zarab : tous musulmans originaires du Goujurat, nord-ouest de l'Inde. Les *zarab* sont les descendants des premiers Indiens musulmans arrivés dans l'île en même temps que les Chinois. Ils étaient des immigrés libres venus dans le but de faire des prospections commerciales notamment dans le tissu.

Zorey : tous catholiques, Français blancs de la métropole France, ils sont arrivés dans l'île quelques années après la départementalisation en 1946. La plupart sont des fonctionnaires de l'Administration, mais ils sont aussi gendarmes, policiers, médecins, cadres dans le privé, chefs d'entreprises et la majorité d'entre eux occupent des postes de décision.

NOTES

1. Ma traduction, ainsi que pour les citations qui suivent.
2. Age of imperialism (Larain, 1989: 4).
3. « Pink Floyd » in Journal de l'île de La Réunion, 12 Mars 2001.
4. Cf. Baggioni & Marimoutou (1988).
5. Voir les travaux de Lucette Labache.
6. Un autre exemple de l'attraction du modèle américain : beaucoup d'Antillais demandent la nationalité américaine.

7. Notamment avec les transports aériens qui permettent de revenir le plus régulièrement chez soi à des prix raisonnables avec les charters de l'Europe ou États-Unis vers le reste du monde, en moins de douze heures quel que soit le lieu où l'on habite.

8. Année du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage à La Réunion, qui coïncide avec l'arrivée de Canal Satellite TPS et de Mac Donald dans cette île. Seulement et peut-être un pays pourrait être comme La Réunion : le Brésil.

RÉSUMÉS

La Réunion, société insulaire, est formée par des apports culturels et ethniques en provenance d'Afrique, d'Asie, d'Inde, d'Europe et de Madagascar, arrivés avant et après l'abolition de l'esclavage. En 1946, l'île est passée du statut de colonie à celui de département français, et ses habitants, de la condition d'esclaves pour nombre d'entre eux à celui de colonisés pour tous et enfin citoyens français et européens aujourd'hui. La société réunionnaise actuelle est encore marquée par les mélanges culturels et ethniques issus de rapports de métissage. La créolisation sociale est d'un ordre différent du métissage puisqu'elle se joue à travers les différenciations économiques et politiques qui se sont produites au cours de l'histoire. On observe ces processus de créolisation dans la vie de tous les jours. Ce texte analyse les processus de construction et de formation continue de l'identité réunionnaise en tenant compte des changements socio-culturels, économiques et politiques qui ont eu cours des origines à aujourd'hui.

La Réunion is an island society shaped by racial and cultural contributions from Africa, Asia, India, Europe, and Madagascar. Most of the ancestors of today's inhabitants of Réunion came to the island before and after the abolition of slavery. As the island itself has passed from being a colony to being a Département of metropolitan France, in 1946, its inhabitants have passed from being slaves for most of them and then colonial subjects to being finally French and Europeans citizens today. Present-day Réunion is marked by radical ethnocultural crossover known as métissage. Produced during history, social creolisation is of a different order to métissage, which is seen and played through political and economical differentiations. We can observe in daily life the social creolisation process. What I would like to ask in this paper is how the continual process of identity formation and construction of the inhabitants of Réunion developed through socio-cultural, economical and political changing within this India-oceanic society.

INDEX

Mots-clés : colonialisme, construction identitaire, créolisation, esclavage, La Réunion, post-colonialisme, société insulaire

Keywords : colonialism, creolisation, identity construction and formation, island society, La Réunion, post-colonialism, slavery

AUTEUR

LAURENT MÉDÉA

University of Warwick